

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE SUR OFFRE DE PRIX

N°05/2025

Cahier des Prescriptions Spéciales

**MAINTENANCE APPLICATIVE DES PORTAILS WEB DE L'INSTANCE
NATIONALE DE LA PROBITE, DE LA PREVENTION ET DE LA LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION (INPPLC), EN LOT UNIQUE**

PRÉAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché reconductible passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix (séance publique) en application des dispositions du point 1 du paragraphe 1 de l'article 19, de l'article 8 et au paragraphe 1 et alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, tel qu'il a été modifié et complété.

Entre

L'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC), représentée par Monsieur Mohamed BENALILOU en sa qualité de Président. Désigné ci-après par le terme « L'INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITE DE LA PREVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION » ou « INPPLC » ou « Maître d'ouvrage » ou « MO ».

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale :

La société
Représentée par Monsieur (Madame) En qualité de
Agissant au nom et pour le compte de en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social
Taxe professionnelle n°
Identifiant fiscal n°
ICE n° :
Inscrite au registre de commerce de sous le n°
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
Titulaire du compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres)
Ouvert auprès de
Désigné ci-après par le terme « PRESTATIRE »

D'AUTRE PART

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIV

2. Cas de personne physique

M..... Agissant en son nom et pour son propre compte.
Registre de commerce de sous le n°
Taxe professionnelle n° Affilié à la CNSS sous n°
Identifiant fiscal n°
Faisant élection de domicile au
Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres)
Ouvert auprès de
Désigné ci-après par le terme « TITULAIRE »

D'AUTRE PART

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIV

3. Cas d'un groupement :

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention (les références de la convention)

- Membre 1:

M. qualité Agissant au nom et pour le compte de
..... en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés

Au capital social
 Taxe professionnelle n° :
 Identifiant fiscal n° :
 ICE n° :
 Registre de commerce de sous le n°
 Affilié à la C.N.S.S sous le n°
 Faisant élection de domicile au
 Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions) Ouvert auprès de
 - **Membre 2:** (Servir les renseignements le concernant)
 - **Membre n :** (Servir les renseignements le concernant)
 Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M
 (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et
 coordinateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions)
 Ouvert auprès
 Désigné ci-après par le terme « TITULAIRE »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

4. Cas d'un auto-entrepreneur

Auto-entrepreneur : M : qualité
 Agissant au nom et pour le compte de en vertu des pouvoirs qui lui sont
 conférés.
 Au capital social
 CNIE :
 Taxe professionnelle n°
 N° d'inscription au Registre national de l'auto-entrepreneur (ICE)
 Affilié à la CNSS sous n°
 Faisant élection de domicile au
 Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres) Ouvert auprès de
 Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE »

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

5. Cas d'une coopérative

La société représentée par M : qualité
 Agissant au nom et pour le compte de en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
 Au capital social Patente n°
 Registre de local des coopératives Sous le n°
 Affilié à la CNSS sous n°
 Faisant élection de domicile au
 Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres) Ouvert auprès de
 Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE »

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

Sommaire

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	5
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE.....	5
ARTICLE 3 : CONSISTANCE	5
ARTICLE 4 : LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.....	5
ARTICLE 6 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE	5
ARTICLE 7 : PIÈCES MISES A LA DISPOSITION DU TITULAIRE	6
ARTICLE 8 : VALIDITÉ ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.....	6
ARTICLE 9 : ÉLECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE	7
ARTICLE 10 : NANTISSEMENT	7
ARTICLE 11 : DROITS D'ENREGISTREMENT.....	8
ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 13 : DÉLAI D'EXECUTION.....	8
ARTICLE 14 : NATURE DES PRIX.....	8
ARTICLE 15 : CARACTERE DES PRIX.....	8
ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISoire, CAUTIONNEMENT DEFINITIF ET RETENUE DE GARANTIE	8
ARTICLE 17 : ASSURANCE - RESPONSABILITE	9
ARTICLE 18 : DELAIS DE GARANTIE - RETENUE DE GARANTIE	9
ARTICLE 19 : SECRET PROFESSIONNEL	9
ARTICLE 20 : MODALITES DE REGLEMENT	9
ARTICLE 21 : RECEPTION DES PRESTATIONS.....	10
ARTICLE 22 : PENALITES POUR RETARD	11
ARTICLE 23 : REVISION DES CONDITIONS DU MARCHE RECONDUCTIBLE.....	11
ARTICLE 24 : SUPERVISION DE LA PRESTATION	11
ARTICLE 25 : REPRESENTATION DU TITULAIRE DU MARCHE RECONDUCTIBLE	12
ARTICLE 26 : RETRAIT OU REMPLACEMENT DU PERSONNEL DU TITULAIRE.....	12
ARTICLE 27 : INTERRUPTION DES PRESTATIONS.....	12
ARTICLE 28 : PROPRIETE DES DOCUMENTS ET LIVRABLES DU MARCHE	13
ARTICLE 29 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE	13
ARTICLE 30 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC	13
ARTICLE 31 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	13
ARTICLE 32 : RESILIATION DU MARCHÉ	13
ARTICLE 33 : CAS DE FORCE MAJEURE.....	13
ARTICLE 34 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	14

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres simplifié a pour objet : Maintenance applicative des portails web de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC), en lot unique.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est L'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC), représentée par son Président.

ARTICLE 3 : CONSISTANCE

Les prestations à réaliser au titre du présent appel d'offres consistent en :

- La maintenance préventive et curative des portails web de l'INPPLC ;
- La maintenance évolutive des portails web de l'INPPLC.

La consistance détaillée et les descriptions techniques des prestations sont ceux détaillées au niveau du chapitre II du présent CPS.

ARTICLE 4 : LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

L'exécution des prestations se déroulera dans les bureaux du siège de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC) se trouvant à Avenue Annakhil, Immeuble High-Tech, Hall B, 4^{ème} et 3^{ème} étage, Hay Riad- Rabat.

ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les documents constitutifs du marché qui résultera du présent appel d'offres sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS);
3. L'offre technique ;
4. Le bordereau du prix-détail estimatif ;
5. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'État (CCAG-EMO) approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière telle que décrite par l'article 30 du règlement précité, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 6 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE

Le titulaire du marché est soumis aux textes généraux suivants :

- Le Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption, tel qu'il a été modifié et complété :

- Le dahir n° 1-03-194 du 14 rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au code du travail ;
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le dahir n°1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics ;
- Le décret n°2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- Le décret Royal n°330/66 du 10 Moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret n° 2-07-1235 du 05 Kaâda 1429 (04 novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret n°2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'État (CCAG-EMO) ;
- Le décret n° 2-16-344 du 17 Chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques, tel qu'il a été modifié et complété ;
- L'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ;
- L'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1495.19 du 27 chaabane 1440 (3 mai 2019) relatif au dépôt électronique des factures et autres documents nécessaires à l'attestation du service fait ainsi que les échanges y afférents.

Tous les textes réglementaires complétant et modifiant les textes précités.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 7 : PIÈCES MISES A LA DISPOSITION DU TITULAIRE

Après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge de ce dernier, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du CPS et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché, désignées à l'article 5 précité du présent CPS, à l'exception du CCAG-EMO.

Ces documents ne peuvent être délivrés qu'après constitution du cautionnement définitif, et ce conformément à l'article 11 du CCAG-EMO.

ARTICLE 8 : VALIDITÉ ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions des articles 36,142 et 143 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, le marché résultant du présent appel d'offres, ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement des prestations, objet du marché résultant du présent appel d'offres.

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

L'approbation du marché ne doit être apposée qu'après expiration d'un délai de cinq (5) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

ARTICLE 9 : ÉLECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE

Les notifications prévues à l'article 17 du CCAG-EMO seront valablement faites au domicile élu ou au siège social du titulaire figurant dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 10 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché issu de cet appel d'offres, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1- La liquidation des sommes dues en exécution du présent marché sera opérée par **Monsieur l'ordonnateur de l'Instance Nationale de la Probité de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption**.

2- Le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 8 du dahir N° 1-15-05 du rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi N° 112-13, est **l'ordonnateur de l'INPPLC**.

3- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

4- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.

5- Les paiements prévus au marché seront effectués par **l'agent comptable auprès de l'INPPLC**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

6- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

Le titulaire est tenu d'accomplir les formalités d'enregistrement de l'exemplaire unique conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : DROITS D'ENREGISTREMENT

Le titulaire devra supporter les frais d'enregistrement du marché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

Toutes les prestations du présent appel d'offres constituent le corps d'état principal et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance.

ARTICLE 13 : DÉLAI D'EXECUTION

La durée du marché reconductible issu du présent appel d'offres est fixée à une période de douze (12) mois. Le marché sera reconduit tacitement d'année en année dans la limite d'une durée totale de trois ans (3 ans) consécutifs.

La non reconduction du marché reconductible est prise à l'initiative de l'une des deux parties au marché moyennant un préavis d'un mois (1) pour le Maître d'ouvrage et de trois (3) mois pour le titulaire et ce, avant l'échéance. La non reconduction donne lieu à la résiliation du marché.

En cas de non reconduction et de résiliation du marché, toute demande d'intervention ayant été formulée par l'INPPLC au prestataire doit être réalisée et achevée.

Le délai de réalisation court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de la réalisation des services.

ARTICLE 14 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix détail estimatif joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE 15 : CARACTERE DES PRIX

Le présent marché est passé à prix fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE, CAUTIONNEMENT DEFINITIF ET RETENUE DE GARANTIE

- Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : Neuf mille neuf cent Dirhams (9 900,00 DHS).

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 15 du CCAG-EMO.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article

16 paragraphe 1 du CCAG-EMO- **Le cautionnement définitif** est fixé à 3% du montant initial du marché.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 15 paragraphe 2 du CCAG-EMO.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 52 du CCAG-EMO, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois (3) mois suivant la date de la réception définitive des prestations s'il a rempli toutes les obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément à l'article 16 paragraphe 2 du CCAG-EMO.

ARTICLE 17 : ASSURANCE - RESPONSABILITE

Avant tout commencement de l'exécution du marché, le titulaire doit adresser au maître d'ouvrage, une ou plusieurs attestations délivrées par un ou plusieurs établissements agréés à cet effet justifiant la souscription d'une ou de plusieurs polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et précisant leurs dates de validité et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO tel qu'il a été modifié et complété.

Le titulaire est tenu de renouveler les assurances de manière à ce que la période d'exécution du marché soit constamment couverte par les assurances prévues par le marché.

ARTICLE 18 : DELAIS DE GARANTIE - RETENUE DE GARANTIE

Le marché issu du présent appel d'offres ne prévoit pas de délai de garantie.

Aucune retenue de garantie ne sera prélevée sur les acomptes payés au prestataire de services.

ARTICLE 19 : SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Sans autorisation préalable de l'Instance, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable à l'Instance des renseignements qui leur sont fournis pour accomplir leur mission.

ARTICLE 20 : MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement des prestations sera effectué semestriellement sur la base de décompte établi par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix-détail estimatif. Le montant de chaque décompte est réglé au prestataire de service après prononciation par le maître d'ouvrage de la réception provisoire partielle relatif à chaque semestre.

Le règlement des prix, sera effectué pour le :

Prix N° 1 : sur la base de décompte établi par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix-détail estimatif ;

Prix N° 2 : sur la base de décompte établi par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix-détail estimatif, aux quantités réellement exécutées (j/h réellement prestés).

Le montant de chaque décompte est réglé au prestataire de service après prononciation par le maître d'ouvrage de la réception provisoire partielle.

Pour l'établissement des décomptes, le titulaire du marché est tenu de procéder au dépôt de la facture, sous forme électronique, via la plateforme de gestion intégrée de la dépense (GID-Fournisseurs), conforme au bordereau des prix et indiquant les quantités réellement livrées, le montant total à payer, ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au titulaire seront versées au compte ouvert en son nom indiqué dans son acte d'engagement et rappelé au préambule du marché.

Les paiements seront calculés en tenant compte des pénalités éventuelles ou toutes sommes à la charge du titulaire du présent marché.

Le maître d'ouvrage établit, à la fin de chaque année budgétaire un décompte définitif partiel des prestations réalisées et validées par le maître d'ouvrage et un décompte définitif et général à la fin de la dernière période du marché des prestations réalisées et validées par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 21 : RECEPTION DES PRESTATIONS

Les prestations faisant l'objet du marché qui sera issu du présent appel d'offres sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues dans le marché.

Le maître d'ouvrage vérifiera la conformité des prestations notamment avec les spécificités et obligations au titre du marché.

Le maître d'ouvrage désignera une commission de suivi et de réception pour vérifier, à tous points de vue, la conformité des prestations exécutées par le titulaire aux prescriptions exigées par le présent cahier des prescriptions spéciales.

Les observations de ladite commission sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de cette commission.

Le titulaire est tenu de répondre aux remarques et observations émises par la commission et d'apporter, en conséquence, les corrections, précisions ou compléments dans le délai fixé par le maître d'ouvrage en fonctions de l'importance des anomalies relevées.

La validation de chaque réception est matérialisée par un PV de réception provisoire partielle après validation des livrables concernés par ladite commission de réception.

Après exécution des prestations conformément aux prescriptions du marché, il sera procédé à la fin de :

- ✓ La première période d'exécution (depuis la date prévue par l'ordre de service pour le commencement d'exécution jusqu'à la fin du deuxième semestre) après validation des livrables, à la prononciation de la réception provisoire partielle correspondant à cette première période.
- ✓ Chaque semestre après validation des livrables, à la prononciation de la réception provisoire partielle.

A la fin de l'année, la dernière réception provisoire partielle tient lieu de réception (annuelle) provisoire du marché. La réception définitive annuelle sera prononcée au même temps que la réception provisoire annuelle.

A la fin de la durée totale du marché, la commission de réception procédera à la réception définitive y afférente, si le titulaire a bien rempli ses engagements contractuels en matière de maintenance, objet du marché. Un procès-verbal de réception définitive sera établi et signé par ladite commission.

ARTICLE 22 : PENALITES POUR RETARD

En cas de retard dans l'exécution des prestations, il est appliqué une pénalité par jour calendaire de retard de un pour mille (1/1000) du montant du marché modifié ou complété par les avenants intervenus et qui sera retenue d'office sur les sommes dues au titulaire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de service de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du marché.

Toutefois, le montant total des pénalités qui seront appliquées ne doit pas excéder 10% du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus, le cas échéant.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE 23 : REVISION DES CONDITIONS DU MARCHE RECONDUCTIBLE

Conformément à l'article 8 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, les conditions du marché reconductible pendant la durée de son application, peuvent faire l'objet d'une demande de révision par chacune des parties contractantes, par le biais d'un avenant. De ce fait, un avenant peut être introduit dans les cas suivants :

- Lorsque des modifications nécessitent l'introduction de prestations supplémentaires imprévues au moment de la passation du marché initial, le maître d'ouvrage, en accord avec le titulaire du marché, arrête de nouveaux prix pour ces prestations par analogie aux méthodes de calcul du prix du marché initial. Ces nouveaux prix font l'objet d'un avenant dans la limite prévue par les dispositions de l'alinéa 9 du paragraphe 2 de l'article 89 du Règlement précité.
- Lorsque des modifications apportées par le maître d'ouvrage entraînent des augmentations dans les quantités des prestations rémunérées sur la base de prix unitaires, une décision à leur sujet est établie par le maître d'ouvrage et notifiée au titulaire du marché avant l'expiration du délai d'exécution. Cette décision doit indiquer le montant maximum de l'augmentation dans la limite de 10% du montant initial du marché et ce préalablement au commencement de leur exécution.
- Dans le cas où les modifications apportées par le maître d'ouvrage entraîneraient une diminution des prestations de plus de 25% par rapport au montant initial du marché, les parties peuvent négocier les nouvelles conditions du marché et passer à cet effet un avenant.

Au cas où un accord n'interviendrait pas sur cette révision, le marché est résilié.

ARTICLE 24 : SUPERVISION DE LA PRESTATION

La réalisation de la prestation se fera sous la supervision du Pôle Transformation Digitale, Organisation et Innovation. Ce pôle assurera le suivi d'exécution de la présente prestation, notamment en :

- Veillant à l'implication des ressources nécessaires au bon déroulement de la prestation ;
- Facilitant et organisant les relations avec les différents intervenants ;

- Validant les livrables élaborés par le prestataire, titulaire du marché issu du présent appel d'offres ;
- Réceptionnant les prestations objet du présent CPS.

ARTICLE 25 : REPRESENTATION DU TITULAIRE DU MARCHE RECONDUCTIBLE

Pendant toute la période d'exécution du marché reconductible, le titulaire du marché reconductible devra désigner son représentant et point de contact pour tous les appels et requêtes émanant de l'INPPLC (Le chef de projet dont le CV est dans l'offre technique), investi des pouvoirs et prérogatives nécessaires pour :

- Assurer le suivi et la réalisation du marché reconductible ;
- Participer aux réunions ou entretiens avec les représentants de l'INPPLC.

A cette fin, le prestataire doit mettre à la disposition de l'INPPLC plusieurs moyens d'accès et de communication comme suit :

- Le téléphone : comme moyens principal pendant les heures de travail ;
- E-mail : avec une adresse électronique unique ;
- Outil de déclaration et de gestion des demandes et incidents.

ARTICLE 26 : RETRAIT OU REMPLACEMENT DU PERSONNEL DU TITULAIRE

- Pour l'exécution des prestations objet du présent appel d'offres, le titulaire ne doit affecter que les ressources dont les CVs sont présents dans son offre technique. Sauf dans le cas où le maître d'ouvrage en aurait décidé autrement, aucun changement ne sera apporté au personnel du titulaire.
- Si, pour des raisons indépendantes de la volonté du titulaire, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du personnel, le titulaire fournira une personne d'une qualification égale ou supérieure, et ce conformément à l'article 18 du CCAG-EMO, (le curriculum vitae de la ressource remplaçante doit avoir une note, calculée selon le critère n°2 de l'évaluation technique des offres, égale ou supérieure à celle du curriculum vitae de la ressource remplacée).
- Si le maître d'ouvrage n'est pas satisfait de la performance d'un membre de l'équipe ou découvre qu'un des membres du personnel s'est rendu passible d'un manquement sérieux ou est poursuivi pour crime ou délit, ou s'il a des raisons suffisantes pour être non satisfait du comportement d'un des membres du personnel, le titulaire devra alors, sur demande motivée, désigner immédiatement un remplaçant dont la qualification et l'expérience sont jugées acceptables par celle-ci, et ce conformément à l'article 18 du CCAG-EMO.
- Le personnel désigné par le titulaire, en remplacement conformément aux dispositions des clauses (a) et (b) ci-dessus, sera soumis à approbation écrite préalable du maître d'ouvrage. Le titulaire prendra à sa charge tous les frais de voyage et autres résultant de ce retrait et/ou de ce remplacement. Il ne pourra soumettre des demandes de paiements au titre des coûts supplémentaires résultant du retrait ou remplacement du personnel, et ce conformément à l'article 18 du CCAG-EMO.

ARTICLE 27 : INTERRUPTION DES PRESTATIONS

Dans le cas d'ajournement de l'exécution du marché, son arrêt, liquidation ou redressement judiciaire, décès du titulaire ou son incapacité civile ou physique lorsque le marché est confié à une personne physique, les dispositions des articles 27, 28, 29, 30 et 31 du CCAG-EMO seront appliquées.

ARTICLE 28 : PROPRIETE DES DOCUMENTS ET LIVRABLES DU MARCHE

Après approbation, les documents établis par le prestataire deviennent propriété de l'INPPLC qui pourra les utiliser sans aucune restriction.

ARTICLE 29 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le titulaire du marché garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au titulaire du marché le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 30 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des prestations réalisées au Maroc dans le cadre du marché.

ARTICLE 31 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 32 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 150 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC et par les dispositions du CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

La non reconduction du marché est prise à l'initiative de l'une des deux parties au marché moyennant un préavis d'un mois pour le maître d'ouvrage et trois mois pour le titulaire, notifié par lettre recommandée. La non reconduction donnera lieu à la résiliation du marché.

ARTICLE 33 : CAS DE FORCE MAJEURE

Sont applicables les dispositions de l'article 32 du décret n° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'État.

ARTICLE 34 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 53 à 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le titulaire sont soumis aux tribunaux compétents.

CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

PERIMETRE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent appel d'offres concernent **deux (2) portails web publics** de l'INPPLC **responsifs**, mis en œuvre en **3 langues** (arabe, français et amazigh) et disponibles **24h/24** et **7j/7**.

La composition logicielle principale desdits portails est indiquée ci-dessous :

Composant	Désignation
Système d'exploitation	Linux
Système de gestion du contenu	Drupal
Serveur web	Apache
Serveur de gestion des bases de données	MySQL/ MariaDB
Interpréteur de script	PHP
Plateforme de recherche	Solr

Les prestations de maintenance devront couvrir, en plus de la composition logicielle principale sus-indiquée, tous les logiciels complémentaires s'exécutant dans les environnements des portails comme les panels de gestion, les logiciels de gestion des versions, etc.

Une visite des lieux au profit des soumissionnaires souhaitant prendre connaissance du kit logiciel complet des portails ainsi que de toute information pouvant les aider à formuler leurs offres sera assurée par le maître d'ouvrage dans le cadre de cet appel d'offres.

DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Le titulaire du présent appel d'offres devra assurer la maintenance préventive, curative et évolutive de **deux (2) portails web** de l'INPPLC comme précité.

Il est à noter que les prestations de maintenance devront d'abord être menées sur un environnement de préprod/ test avant d'être répliquées sur l'environnement de production. Ci-dessous sont listées les prestations de maintenance à assurer par le titulaire du marché :

Prix n°1 : Maintenance préventive et curative

1. Maintenance préventive

La maintenance préventive a pour objet de prévenir tout éventuel dysfonctionnement ou dégradation du service des deux portails web concernés par le présent appel d'offres. Les actions minimales attendues du titulaire dans le cadre de ce type de maintenance sont comme suit :

- Procéder aux mises à jour régulières des composantes logicielles des portails à savoir : les versions intermédiaires des systèmes de gestion du contenu (CMS), les plugins, les modules, les extensions et les thèmes associés, les serveurs web et applicatifs, les systèmes de gestion de bases de données, les systèmes d'exploitation ainsi que tout autre logiciel installé dans les plateformes physiques des portails.
- Appliquer les correctifs de sécurité relatifs aux composantes logicielles du portail pour prévenir les attaques.
- S'assurer de la sauvegarde de la base de données, de la configuration et des fichiers des deux portails, planifier et procéder à des tests de restauration réguliers afin de s'assurer de l'intégrité des sauvegardes effectuées.
- Surveiller les ressources des serveurs abritant les portails afin de détecter des comportements anormaux et prévenir les surcharges.
- Surveiller la vitesse de chargement des pages et ressources multimédia des portails.
- Surveiller les journaux des portails et mettre en place les outils nécessaires pour détecter les erreurs.
- Effectuer les tests d'intrusion pour identifier les failles de sécurité relatives aux portails et prendre les mesures nécessaires pour les corriger.
- Prévenir les attaques de sécurité en corrigeant les vulnérabilités publiées dans les bulletins de sécurité de la Direction Générale de la Sécurité des Systèmes d'Information (DGSSI) relatives aux composantes logicielles des portails.
- Scanner périodiquement les vulnérabilités des portails moyennant des outils fiables et reconnus afin d'identifier les failles potentielles qui risquent d'être exploitées par des cybercriminels. Si des failles de sécurité sont détectées, le titulaire est tenu d'entreprendre les mesures nécessaires pour y remédier.
- S'assurer du fonctionnement normal des certificats SSL des deux portails et informer le maître d'ouvrage de l'approche de leur expiration. Avant l'expiration de ces certificats, le titulaire est tenu d'installer les nouveaux certificats SSL fournis par l'INPPLC pour prévenir toute dégradation de service.
- Vérifier les liens brisés et les erreurs 404 nuisant à l'expérience utilisateur et au référencement SEO moyennant des dispositifs adaptés pour la détection et la correction de ces liens.
- Conduire périodiquement des audits SEO pour vérifier que les meilleures pratiques de référencement sont respectées, comme les balises de titre, les descriptions meta, les balises alt des images, etc. et améliorer le référencement naturel des portails le cas échéant.
- Consulter les erreurs d'indexation en utilisant des outils spécifiques, notamment, « Google Search Console » en vue de s'assurer que les pages importantes sont indexées et qu'il n'y a pas d'erreurs d'exploration, et procéder, le cas échéant, aux rectifications nécessaires.
- Veiller à la compatibilité mobile des portails en s'assurant qu'ils restent responsifs et adaptés aux terminaux mobiles.
- Tester régulièrement les portails sur plusieurs navigateurs (Chrome, Firefox, Safari, Edge, Opéra, etc.) et appareils (ordinateur, smartphone, tablette) pour s'assurer de la cohérence de l'expérience utilisateur.
- Optimiser et purger régulièrement les bases de données des portails en :
 - ✓ Nettoyant les tables afférentes (suppression des entrées inutiles ou obsolètes, etc.)
 - ✓ S'assurant que les tables des bases de données sont correctement indexées pour améliorer les performances des recherches.
- Remplacer les modules, fonctionnalités et produits dont les éditeurs annoncent l'arrêt de support, la fin de vie, la cessation de la gratuité ou la soumission à des règles/politiques contraires à la réglementation en vigueur par des alternatives assurant le même service et qui soient fiables, supportées, gratuites, légales et compatibles avec les composantes logicielles des portails.

2. Maintenance curative

La maintenance curative a pour objet la prise en charge, le diagnostic et la résolution de tout incident ou problème survenant sur les portails. Les prestations à assurer par le titulaire du marché dans le cadre de ce type de maintenance devront couvrir au minimum :

- Les dysfonctionnements relatifs aux problèmes de (i) compatibilité et d'affichage des portails sur les navigateurs et de (ii) responsivité sur les différents types de terminaux (desktop, laptop, smartphone, tablette, etc.).
 - Les dysfonctionnements et erreurs dans les modules standards et personnalisés des deux portails.
 - Les dysfonctionnements relatifs aux problèmes d'affichage et de structuration des espaces du portail causés par des problèmes de cache ou des erreurs affectant les thèmes, les templates twig des portails, etc.
 - Les dysfonctionnements relatifs à la modération du contenu des portails (notifications, permissions, rôles, droits, etc.).
 - Les erreurs liées aux bases de données des portails.
 - La restauration des données éventuellement perdues en utilisant les sauvegardes des portails.
 - La réinstallation des portails, restauration des données et remise en service en cas de panne des serveurs de production, de crash système, de cyberattaque ou de toute anomalie causant une interruption de service de plus de 4 heures.
 - Les lenteurs enregistrées dans les temps de réponse des portails et dans le chargement des fichiers multimédia, ressources documentaires, etc.
 - Les problèmes de dépassement de mémoire ou de timeout.
 - Les dysfonctionnements causés par des attaques de sécurité.
 - Les erreurs affichées dans le tableau de bord d'administration des portails/logs et altérant ou causant une interruption du service des portails.
 - Les incidents de sécurité détectés par maCERT (centre de veille, détection et réponse aux attaques informatiques) impactant les portails de l'Instance.
 - Les problèmes relatifs aux certificats SSL installés sur les portails.
 - Les erreurs et dysfonctionnements relatifs à la gestion du contenu des portails. Ces problèmes peuvent concerner les aspects d'affichage, de traduction ou de publication (création, processus de validation (workflow), publication, suppression, expiration, chargement des médias, etc.).
 - Les problèmes relatifs à la gestion des formulaires (saisie, envoi, captcha, notifications, soumissions, export, champs, etc.) et newsletters (contenu, envoi, abonnement, désabonnement, etc.) des portails.
 - Les dysfonctionnements relatifs aux menus des portails (menu principal, menu secondaire, etc.).
 - Les anomalies relatives aux fonctionnalités de navigation au niveau des portails (recherche dans les rubriques, filtrage, impression, options pour les mal voyants, options de partage, lecture vocale, affichage des médias et ressources documentaires, téléchargement, retour-arrière, pop-up, etc.).
 - Les problèmes et incidents identifiés dans les moteurs de recherche globale.
 - Les dysfonctionnements relatifs à des connections/ synchronisations avec des systèmes tiers.
- En effet, le titulaire est tenu de participer au diagnostic des incidents survenus. S'il s'avère

que les portails sont à l'origine de ces incidents, le titulaire est tenu de les prendre en charge et d'y remédier.

- Les anomalies qui surviennent suite à l'application de correctifs, de patchs de sécurité, des nouvelles versions du code source/ base de données ainsi que celles causées par la réplication, au niveau des portails en production, des changements effectués dans les environnements de préproduction/test.
- Les dysfonctionnements causés par des modules, fonctionnalités ou produits qui ne sont plus supportés, en fin de vie, dont la politique d'utilisation n'est plus compatible avec la réglementation en vigueur ou dont le fonctionnement assuré initialement gratuitement devient payant par l'éditeur.

Prix n°2 : Maintenance évolutive

La maintenance évolutive a pour objet l'amélioration continue des portails afin de répondre aux nouveaux besoins et nouvelles exigences fonctionnelles et techniques. Les prestations pouvant faire l'objet de maintenance évolutive dans le cadre de ce marché sont les suivantes :

- Le passage aux versions majeures des CMS. Lors de cette action, le titulaire devra, également, assurer la compatibilité de l'ensemble des modules des portails avec les versions majeures.
- L'installation de nouveaux modules pour répondre à de nouveaux besoins fonctionnels.
- L'ajout de nouvelles fonctionnalités pour satisfaire les demandes validées des utilisateurs et des parties prenantes des portails.
- L'amélioration des interfaces homme machine (IHM) pour garantir une meilleure expérience utilisateur et s'aligner avec les bonnes pratiques dans ce domaine.
- La refonte de la charte graphique du (des) portail(s) suite à de nouveaux besoins.
- L'intégration avec de nouveaux services ou systèmes externes.
- La création, la modification et la suppression de types de contenus, d'éléments de menus, de menus, de pages ou de rubriques tout en assurant la cohérence et le bon fonctionnement des portails suite à de nouveaux besoins.
- L'intégration/ migration de nouveaux contenus dans les portails suite à la création de nouveaux types de contenus.
- Le repositionnement des services et contenus dans les différentes interfaces des portails pour assurer une architecture pertinente des contenus diffusés.
- L'ajout, la modification et la suppression des rôles attribués aux gestionnaires du contenu des portails suite à de nouveaux besoins.
- L'ajout, la modification et la suppression des droits et permissions des utilisateurs suite à de nouveaux besoins.
- La création, la modification et la suppression des workflows, des états et des transitions afférents ainsi que les notifications relatives à la modération du contenu suite à de nouveaux besoins.
- La création, la modification et la suppression de formulaires web suite à de nouveaux besoins.
- L'amélioration du référencement naturel des portails moyennant de nouvelles pratiques ou de nouveaux outils qui ne sont pas prévus initialement dans les portails.
- L'activation/désactivation des traductions en amazigh pour la totalité des contenus ou ceux spécifiés par le maître d'ouvrage.
- La mise en place des portails dans de nouvelles langues. En effet, comme précité, les portails

le titulaire pourra être amené à mettre en œuvre, au maximum, deux langues supplémentaires (anglais, espagnol) tout en assurant l'intégration des contenus ainsi que le paramétrage approprié et la mise en service des fonctionnalités, formulaires, services et options dans la(les) langue(s) créée(s).

- L'installation des portails dans les environnements fournis par le maître d'ouvrage pour les besoins de déménagement, de migration, de duplication, etc. afin de prévenir tout arrêt de service et renforcer l'infrastructure afférente. En plus de l'installation en ligne de commande, le titulaire devra être en mesure de procéder à l'installation moyennant des panels de gestion de sites web. Les opérations d'installation doivent être documentées par le titulaire et donner lieu à un guide d'installation mis à disposition du maître d'ouvrage.

MODALITES D'INTERVENTION

a. Maintenance préventive

Le titulaire du marché est tenu de procéder aux actions de maintenance préventive une fois toutes les trois (3) mois.

Avant de procéder à la maintenance préventive, le titulaire sera notifié par le maître d'ouvrage via l'un des canaux de communication qui seront adoptés.

b. Maintenance curative

Tout dysfonctionnement ou anomalie affectant les portails et causant une dégradation ou une interruption totale de leur fonctionnement normal sera considéré comme incident et déclaré au titulaire moyennant les canaux de communication qui seront adoptés et arrêtés lors du démarrage des prestations objet du présent appel d'offres. Deux types d'incidents sont distingués : Incident modéré et incident majeur. Ci-dessous sont détaillées les modalités d'intervention du titulaire pour la prise en charge et la résolution de ces types d'incidents :

Type d'incident	Périmètre	Délai de prise en charge	Délai de résolution
Modéré	- Toute anomalie ou dysfonctionnement n'ayant pas d'incidence significative sur le fonctionnement des plateformes	24 heures	48 heures
Majeur	- Incident de sécurité - Inaccessibilité totale ou partielle de l'une ou des deux plateformes aux visiteurs/ utilisateurs du Back Office - Tout dysfonctionnement affectant l'affichage des plateformes (pages d'accueil et pages internes)	Immédiat	4 heures

A noter que :

Délai de prise en charge : Délai compris entre la déclaration par l'INPPLC de l'incident et le début d'intervention de l'équipe du prestataire.

Délai de résolution : Délai compris entre la déclaration par l'INPPLC de l'incident et le rétablissement du fonctionnement normal de la composante affectée que ce soit moyennant une solution de contournement ou une solution définitive.

N.B : Au-delà de ces délais, une pénalité de retard telle que définie à l'article 22 sera appliquée.

c. Maintenance évolutive

Le titulaire procédera aux actions faisant partie du périmètre de la maintenance évolutive sur demande formulée par le maître d'ouvrage par courrier électronique à destination du chef de projet du titulaire. Cette demande indiquera l'objet et le descriptif de la demande d'évolution, le statut du besoin (urgent/ normal) ainsi que la date début de la réalisation de l'évolution.

Le titulaire devra préciser, d'un commun accord avec le maître d'ouvrage, le délai de mise en œuvre, les ressources à mobiliser et le plan de charges afférent en j/h.

Pour les demandes signalées urgentes par le maître d'ouvrage, le titulaire est tenu de procéder à la réalisation de l'évolution au plus tard 48 heures après la formulation de la demande par l'INPPLC.

N.B : Au-delà du délai de mise en œuvre sus cité, une pénalité de retard telle que définie à l'article 22 sera appliquée.

HORAIRES D'INTERVENTION

Les prestations de maintenance seront effectuées pendant les jours ouvrés du Lundi au Vendredi (de 8h30 à 17h30). Durant le mois de Ramadan, l'horaire sera de 09h à 16h.

En cas de situation critique (incident majeur, demande urgente, etc.), les interventions pourront avoir lieu les weekends, les jours fériés et après les heures du travail.

LIVRABLES

Dans le cadre de la maintenance préventive, curative et évolutive, et dans une optique de suivi des changements et d'identification des problèmes récurrents, le titulaire est tenu de documenter toutes les actions effectuées ainsi que les problèmes rencontrés.

Dans ce sens, le titulaire est tenu de dresser :

- Un rapport semestriel listant les actions de maintenance préventive conduites pour chacun des deux portails. Ce rapport doit citer au minimum :
 - o Le portail objet de la maintenance ;
 - o La composante objet de la maintenance ;
 - o L'objet de l'opération de maintenance ;
 - o Le descriptif des actions de maintenance réalisées ;
 - o La date et durée de l'opération de maintenance ;
 - o Le résultat ;

- Les solutions apportées aux problèmes rencontrés.
- Un rapport semestriel listant l'ensemble des interventions, si elles ont lieu, relatives à la maintenance curative. Ce rapport devra citer au minimum :
 - L'objet de l'incident ;
 - La catégorie de l'incident (normal, critique) ;
 - L'heure et la date de déclaration de l'incident ;
 - Le portail concerné ;
 - La composante affectée ;
 - Le descriptif de l'incident ;
 - La solution apportée ;
 - L'heure et la date de résolution de l'incident ;
 - La durée de résolution de l'incident ;
 - Les problèmes rencontrés ;
 - Les solutions apportées à ce problème.
- Un rapport semestriel détaillant les actions réalisées en termes de maintenance évolutive.
- Un rapport semestriel détaillant les mesures entreprises pour améliorer le référencement des portails web.
- Un rapport annuel de synthèse contenant des statistiques relatives aux actions de maintenance préventive opérées, incidents signalés, incidents résolus et évolutions procédées.

N.B : En ce qui concerne les actions de maintenance évolutive entraînant le changement de configuration de base de la plateforme concernée ou l'ajout de nouvelles fonctionnalités/ nouveaux services/ nouveaux modules ou la création de nouveaux types de contenus, un transfert de compétences aux administrateurs et utilisateurs désignés devra être dispensé par le titulaire.

EQUIPE PROJET

Les membres de l'équipe, qui sera chargée de l'exécution des prestations objet du présent appel d'offres, devront disposer d'une expertise confirmée dans le domaine objet de cet appel d'offres. Dans ce sens, Ils devront remplir les conditions suivantes :

- Avoir des profils de formation adéquats permettant de réaliser le travail dans les règles de l'art selon les normes et standards professionnels les plus élevés ;
- Avoir une expérience dans leur domaine d'intervention ;
- Avoir mené des prestations similaires pour le compte du secteur public ou privé ;

A cet effet, le prestataire doit proposer des CVs correspondants aux profils suivants :

- **Profil 1 :** Chef de projet (interlocuteur privilégié et exclusif du maître d'ouvrage) ;
- **Profil 2 :** Développeur web Frontend ;
- **Profil 3 :** Développeur Backend Drupal ;
- **Profil 4 :** Référencier.

NB : Chaque intervenant ne peut être désigné que pour un seul profil.

Le chef de projet doit justifier d'une expérience confirmée dans la réalisation des prestations similaires pour le compte du secteur privé ou public.

Le titulaire du marché est tenu d'affecter à l'exécution des prestations objet du marché les moyens en personnel et en matériel qu'il a proposés dans son offre sur la base de laquelle le marché lui a été attribué. Si pour des raisons indépendantes de la volonté du titulaire, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du personnel, le titulaire présentera à l'agrément du maître d'ouvrage, une personne de qualification égale ou supérieure à celle dont le remplacement est demandé.

Si le maître d'ouvrage découvre qu'un des membres du personnel du titulaire s'est rendu coupable d'un manquement sérieux et/ou poursuivi pour délit ou crime ou s'il a des raisons suffisantes de n'être pas satisfait de la performance d'un des membres du personnel, le titulaire devra, sur demande motivée du maître d'ouvrage, fournir immédiatement un remplaçant dont les qualifications et l'expérience doivent au moins être égales à celles de la personne à remplacer.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de ces changements.

Cahier des Prescriptions Spéciales

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE SUR OFFRE DE PRIX N°05/2025

L'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption

Objet : Maintenance applicative des portails web de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC) en lot unique.

Cachet et signature de l'INPPLC
(Maitre d'ouvrage)



Pour le Président
et par Délégation
Secrétaire Général
Ahmed LAAMOUARI

Cachet et signature du concurrent
*(Nom, Prénom et Qualité du signataire avec le mention
manuscrite « Lu et accepté »)*